



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2024



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -157,391 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2024 s'élève à -157,391 Md€ contre -177,114 Md€ à fin octobre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+19,724 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 4,743 Md€ et une hausse des recettes nettes de 12,185 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 2,795 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 371,417 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 7,385 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (6,993 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,905 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,068 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,203 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,411 Md€, principalement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (1,857 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (0,843 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 3,225 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (2,224 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2024 s'élèvent à 371,417 Md€ contre 376,160 Md€ à fin octobre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,743 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses d'intervention pour -8,729 Md€ (écart principalement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -12,175 Md€, essentiellement la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie, ainsi qu'aux missions "Investir pour la France de 2030" pour +1,849 Md€ et "Travail et emploi" pour +1,614 Md€, hausses prévues en LFI) et des charges de la dette de l'Etat pour

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,479 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (1,323 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,085 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,084 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,093 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,906 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,210 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,119 Md€, essentiellement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,530 Md€) et « Accès et retour à l'emploi » (0,520 Md€).

-6,569 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour -5,801 Md€, en raison de moindres abondements du compte "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" par rapport à 2023), ainsi que de la hausse des dépenses de personnel pour +7,487 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses de fonctionnement pour +2,684 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +2,300 Md€, en raison du rythme de consommation des crédits) et des dépenses d'investissement pour +0,897 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +0,948 Md€, hausse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 224,357 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 12,689 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,924 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 4,276 Md€, dont des recettes de prélèvements de solidarité pour 3,083 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,623 Md€, dont 1,988 Md€ de droits de mutation à titre gratuit, 0,623 Md€ de taxe générale sur les activités polluantes et -1,156 Md€ d'autres taxes intérieures (principalement en raison d'un reversement de TICFE affecté au compte "Avances aux collectivités territoriales" pour -2,408 Md€) ;

► **TICPE nette** : 1,600 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,525 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,816 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,450 Md€, dont -2,038 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 255,671 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin octobre 2024 s'élèvent à 255,671 Md€ contre 254,573 Md€ à fin octobre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,098 Md€) s'explique principalement par une hausse, prévue en LFI,

des recettes d'IS net pour +1,855 Md€, ainsi que par une baisse des recettes d'IR net de -1,137 Md€ (principalement en raison d'une augmentation des R&D à hauteur de 1,892 Md€).

Recettes non fiscales : 18,803 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2024 s'élèvent à 18,803 Md€ contre 10,334 Md€ à fin octobre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+8,468 Md€) s'explique

essentiellement par des versements de l'Union européenne au titre de la "Facilité pour la reprise et la résilience" pour 7,483 Md€ comptabilisés en juin 2024, mais intervenus au mois de décembre en 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -56,523 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin octobre 2024 s'élèvent à -56,523 Md€ contre -58,337 Md€ à fin octobre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,814 Md€) s'explique par de

moindres PSR au profit de l'Union européenne pour 2,472 Md€, baisse des prélèvements prévue en LFI, et par une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales pour 0,658 Md€, hausse des prélèvements prévue en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 6,406 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin octobre 2024 s'élèvent à 6,406 Md€ contre 5,601 Md€ à fin octobre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,805 Md€) s'explique essentiellement par des versements de SNCF SA pour +0,725 Md€ en vue de financer la régénération ferroviaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -10,331 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,800 Md€ et des recettes pour 44,239 Md€ (dont 37,274 Md€ de TF, essentiellement au titre de l'échéance d'octobre, ainsi que 4,098 Md€ de fractions de TVA et 2,408 Md€ de parts de TICFE reversées du budget général vers les collectivités territoriales) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 7,787 Md€ (dont 6,622 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 7,802 Md€ (dont 7,268 Md€ au titre d'abondements par le budget général) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin octobre 2024 s'élève à -10,331 Md€ contre -13,126 Md€ à fin octobre 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,795 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des

► Le compte « **Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des dépenses pour 4,046 Md€ correspondant essentiellement à des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune pour 3,959 Md€ ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » constate des dépenses pour 0,660 Md€ ;

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des dépenses pour 0,660 Md€.

comptes de concours financiers de +3,623 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour +3,438 Md€, amélioration du solde prévue en LFI, principalement en raison d'une hausse des recettes).

Dettes financières de l'Etat au 31 octobre 2024 : 2 656,168 Md€

La dette financière est en augmentation de 194,817 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +169,981 Md€

et des BTF pour +27,714 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,878 Md€).



	Mois	Cumul à fin octobre		Ecart cumul	
	Octobre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	16 393	-157 391	-177 114	-177 706	19 724
Dépenses du budget général (nettes)	35 523	371 417	376 160	376 535	-4 743
Recettes du budget général (nettes)	23 835	224 357	212 172	211 956	12 185
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	12 689	61 628	62 765	62 765	-1 137
- IS *	-74	40 565	38 711	38 711	1 855
- TICPE	1 600	13 654	13 446	13 592	208
- TVA	6 924	80 958	81 134	80 781	-176
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	28 081	-10 331	-13 126	-13 126	2 795

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 370	156 209
Dette financière de l'Etat	9 419	2 656 168

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre			Ecart cumul
	Octobre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	12 449	126 759	119 271	119 284	7 487
Dépenses de fonctionnement	6 050	66 875	64 191	64 147	2 684
Charges de la dette de l'Etat	7 268	44 581	51 149	51 149	-6 569
Dépenses d'investissement	791	15 862	14 966	15 022	897
Dépenses d'intervention	8 727	114 444	123 173	123 524	-8 729
Dépenses d'opérations financières	239	1 758	2 333	2 333	-575
Total des dépenses (nettes) (I)	35 523	371 417	376 160	376 535	-4 743
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	27 943	255 671	254 573	254 366	1 098
Recettes non fiscales	634	18 803	10 334	10 334	8 468
Prélèvements sur recettes	-5 267	-56 523	-58 337	-58 346	1 814
Fonds de concours et attributions de produits	525	6 406	5 601	5 601	805
Total des recettes (nettes) (II)	23 835	224 357	212 172	211 956	12 185
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	29 101	280 880	270 509	270 302	10 371
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-11 688	-147 060	-163 988	-164 580	16 928
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-715	-2 435	-1 891	-1 891	-544
Solde des comptes de concours financiers	28 805	-8 186	-11 809	-11 809	3 623
Solde des comptes de commerce	-26	204	461	461	-257
Solde des comptes d'opérations monétaires	-151	-500	802	802	-1 302
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	28 081	-10 331	-13 126	-13 126	2 795
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	16 393	-157 391	-177 114	-177 706	19 724



	Mois	Cumul à fin octobre			Ecart cumul
	Octobre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 449	126 759	119 271	119 284	7 487
Rémunérations d'activité	7 321	74 335	68 732	68 740	5 603
Cotisations et contributions sociales	5 012	51 380	49 260	49 264	2 120
Prestations sociales et allocations diverses	115	1 044	1 279	1 280	-236
AUTRES TITRES	23 074	244 658	256 888	257 251	-12 231
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 050	66 875	64 191	64 147	2 684
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 554	35 811	34 102	34 057	1 709
Subventions pour charges de service public	3 496	31 063	30 088	30 089	975
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	7 268	44 581	51 149	51 149	-6 569
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	7 268	44 581	51 149	51 149	-6 569
Titre 5 - Dépenses d'investissement	791	15 862	14 966	15 022	897
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	670	11 940	11 161	11 173	779
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	121	3 923	3 805	3 849	117
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 727	114 444	123 173	123 524	-8 729
Transferts aux ménages	3 568	48 768	49 772	49 750	-1 004
Transferts aux entreprises	1 133	27 569	35 809	35 807	-8 240
Transferts aux collectivités territoriales	1 427	12 749	13 647	13 944	-898
Transferts aux autres collectivités	2 482	23 919	22 788	22 866	1 130
Appels en garantie	117	1 439	1 157	1 157	282
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	239	1 758	2 333	2 333	-575
Prêts et avances	0	2	25	25	-23
Dotations en fonds propres	239	940	1 029	1 029	-89
Dépenses de participations financières	0	817	1 280	1 280	-463
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	35 523	371 417	376 160	376 535	-4 743



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2024		Cumul à fin octobre 2023 retraité	Cumul à fin octobre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	187	277	2 840	2 737	2 506	2 503	231
Action de la France en Europe et dans le monde	141	119	1 798	1 707	1 624	1 625	82
Diplomatie culturelle et d'influence	19	131	721	715	566	566	150
Français à l'étranger et affaires consulaires	27	27	321	315	317	313	-1
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	348	386	4 384	3 683	3 496	3 717	188
Administration territoriale de l'Etat	188	206	2 075	2 129	2 080	2 071	50
Vie politique	16	24	216	204	160	156	44
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	144	156	2 093	1 350	1 256	1 490	94
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	293	171	3 314	2 828	2 754	2 764	75
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	189	56	1 826	1 399	1 353	1 352	46
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	52	62	627	572	530	529	42
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	52	53	506	502	470	482	32
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	355	355	401	401	-46
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	-1	0	1
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	52	540	3 891	4 065	4 278	4 278	-213
Aide économique et financière au développement	-17	243	1 446	1 421	1 722	1 722	-301
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	150	150	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	69	297	2 295	2 494	2 406	2 406	88
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	194	7	1 735	1 508	1 702	1 702	-194
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	194	7	1 657	1 435	1 628	1 628	-193
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	73	74	74	-1
COHESION DES TERRITOIRES	4	916	17 236	16 827	16 969	16 970	-143
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	187	284	2 478	2 202	2 059	2 059	144
Aide à l'accès au logement	-343	464	12 880	12 878	13 286	13 286	-408
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	79	50	1 101	948	825	826	123
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	30	55	282	282	255	253	27
Politique de la ville	44	58	437	421	437	438	-15
Interventions territoriales de l'Etat	6	5	59	95	108	108	-14
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	59	63	674	708	651	641	57
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	39	42	423	456	409	399	48
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	21	207	208	198	198	10
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	181	279	3 601	3 189	3 102	3 124	87
Patrimoines	60	82	1 274	946	972	970	-26
Création	21	60	900	883	841	858	42
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	34	68	727	669	633	638	36
Soutien aux politiques du ministère de la culture	67	69	699	691	656	658	35
DEFENSE	3 806	3 411	43 838	50 277	46 081	46 102	4 196
Environnement et prospective de la politique de défense	67	108	2 133	1 633	1 630	1 632	3
Préparation et emploi des forces	943	843	11 294	13 001	10 861	10 872	2 140
Soutien de la politique de la défense	1 867	1 857	20 733	20 894	19 789	19 797	1 106
Equiperment des forces	929	602	9 677	14 749	13 802	13 802	947
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	68	85	794	776	728	693	48
Coordination du travail gouvernemental	59	72	679	667	624	590	44
Protection des droits et libertés	9	13	114	108	104	103	5
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 883	1 210	20 354	18 494	31 027	31 046	-12 532
Infrastructures et services de transports	362	321	6 785	7 006	7 102	7 108	-96
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	16	22	226	223	267	265	-44
Paysages, eau et biodiversité	8	16	359	286	229	233	57
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	464	462	447	449	14
Prévention des risques	30	186	1 177	1 137	901	902	236
Energie, climat et après-mines	188	208	3 418	3 108	4 163	4 166	-1 055
Service public de l'énergie	842	122	4 117	3 354	14 497	14 497	-11 143
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	242	262	2 561	2 595	2 482	2 489	113
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	768	768	-768
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	194	71	1 248	323	170	170	154



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2024		Cumul à fin octobre 2023 retraité	Cumul à fin octobre 2023 consommé	Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	80	242	4 001	3 822	3 740	3 703	82
Développement des entreprises et régulations	22	133	2 940	2 637	2 311	2 310	326
Plan "France Très haut débit"	7	11	62	204	461	427	-257
Statistiques et études économiques	34	36	381	381	376	375	5
Stratégies économiques	17	62	619	600	592	592	8
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	7 500	7 385	46 305	52 842	58 478	58 478	-5 636
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	6 993	6 993	43 901	43 901	50 381	50 381	-6 481
Appels en garantie de l'Etat	232	117	1 628	1 514	1 272	1 272	241
Epargne	0	0	96	96	60	60	36
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	275	275	680	680	0	0	680
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	177	178	178	-1
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 475	6 586	6 586	-112
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 844	6 905	71 770	71 688	67 333	67 333	4 355
Enseignement scolaire public du premier degré	2 202	2 203	22 216	22 206	21 042	21 042	1 163
Enseignement scolaire public du second degré	3 062	3 068	31 691	31 687	29 780	29 788	1 907
Vie de l'élève	529	585	6 705	6 677	6 185	6 167	492
Enseignement privé du premier et du second degrés	636	650	7 402	7 401	6 856	6 856	545
Soutien de la politique de l'éducation nationale	271	294	2 379	2 379	2 215	2 226	164
Enseignement technique agricole	143	107	1 377	1 338	1 254	1 254	85
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	881	909	8 750	8 693	8 532	8 518	160
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	676	694	6 557	6 543	6 437	6 419	106
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	68	78	770	786	754	755	32
Facilitation et sécurisation des échanges	137	138	1 423	1 364	1 342	1 345	22
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	121	122	1 377	1 490	1 499	1 514	-9
Immigration et asile	105	108	1 110	1 224	1 216	1 105	9
Intégration et accès à la nationalité française	16	14	267	265	283	409	-17
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	69	240	658	4 653	3 867	3 867	786
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	130	150	150	-20
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	13	13	-13
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	73	73	-73
Financement des investissements stratégiques	69	40	263	3 271	1 832	1 832	1 439
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	200	395	1 252	1 800	1 800	-548
JUSTICE	1 047	952	9 478	9 688	9 262	9 263	426
Justice judiciaire	336	372	3 654	3 623	3 369	3 370	254
Administration pénitentiaire	522	382	3 767	3 991	3 818	3 818	173
Protection judiciaire de la jeunesse	76	83	900	878	862	862	16
Accès au droit et à la justice	63	64	611	611	645	645	-35
Conduite et pilotage de la politique de la justice	51	51	543	580	564	564	16
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	4	4	4	4	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	23	132	613	596	636	635	-41
Presse et médias	22	51	288	286	323	323	-37
Livre et industries culturelles	1	82	325	310	313	312	-3
OUTRE-MER	65	108	2 224	1 774	1 786	1 786	-12
Emploi outre-mer	26	34	1 318	1 113	1 242	1 242	-129
Conditions de vie outre-mer	40	74	906	661	544	544	117
PLAN DE RELANCE	-30	423	-67	1 591	3 148	3 148	-1 557
Écologie	-32	283	-58	1 171	2 080	2 080	-909
Compétitivité	1	69	33	295	496	496	-201
Cohésion	0	70	-42	126	572	572	-447
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2024		Cumul à fin octobre 2023 retraité	Cumul à fin octobre 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€. <small>consommées consommés consommées consommés CP retraités CP consommés</small>						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 721	3 225	30 732	28 091	27 407	27 409	684
Formations supérieures et recherche universitaire	503	2 224	15 260	14 888	14 545	14 538	343
Vie étudiante	29	396	3 059	2 892	2 488	2 492	404
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 108	279	7 995	6 150	5 939	5 945	210
Recherche spatiale	0	207	1 607	1 433	1 608	1 607	-175
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	44	1 658	1 717	1 664	1 665	53
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	60	54	657	563	712	712	-149
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	141	113	115	115	-2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	22	354	337	337	336	0
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	593	5 638	5 638	5 318	5 299	320
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	3 928	3 594	3 595	334
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	131	721	721	735	735	-14
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	98	989	989	990	969	-1
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	74	265	3 442	3 272	3 214	3 509	58
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	70	260	3 156	3 072	3 042	3 338	30
Concours spécifiques et administration	4	5	286	200	173	171	28
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 434	10 407	128 925	128 885	124 422	124 422	4 463
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 880	9 852	124 924	124 885	120 295	120 295	4 589
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	555	555	4 000	4 000	4 127	4 127	-126
SANTE	3	186	2 756	2 508	2 772	2 772	-265
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	3	5	391	323	286	286	37
Protection maladie	0	0	1 117	936	942	942	-6
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	181	1 249	1 249	1 544	1 544	-295
SECURITES	2 017	2 084	20 812	20 428	19 111	18 938	1 317
Police nationale	1 015	1 093	10 788	10 805	10 137	10 020	668
Gendarmerie nationale	952	906	9 216	8 896	8 369	8 331	527
Sécurité et éducation routières	7	9	64	57	41	37	16
Sécurité civile	43	76	744	669	564	551	106
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	196	2 479	29 496	25 027	23 809	23 808	1 218
Inclusion sociale et protection des personnes	133	1 085	13 342	11 852	11 656	11 655	197
Handicap et dépendance	4	1 323	14 966	12 082	11 102	11 102	980
Egalité entre les femmes et les hommes	11	12	63	61	37	37	24
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	48	58	1 126	1 031	1 014	1 013	17
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	114	178	1 367	1 366	1 304	1 303	62
Sport	94	144	567	504	436	435	68
Jeunesse et vie associative	20	35	756	729	649	649	80
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	44	133	219	219	-86
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	91	74	611	669	602	665	66
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	29	26	250	308	293	293	15
Transformation publique	20	14	79	106	88	122	19
Innovation et transformation numériques	1	3	28	19	5	5	14
Fonction publique	37	28	215	196	182	209	15
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	39	39	35	35	4
TRAVAIL ET EMPLOI	627	1 119	19 474	17 350	15 843	15 843	1 507
Accès et retour à l'emploi	454	520	5 897	5 868	5 510	5 510	358
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	104	530	12 814	10 815	9 695	9 695	1 119
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	7	9	170	80	72	72	7
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	60	593	588	566	566	22
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	38 954	45 375	492 163	496 301	496 455	496 831	-154
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	29 074	35 523	367 239	371 417	376 160	376 535	-4 743

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin octobre		Ecart cumul
	Octobre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	13 155	86 713	85 958	85 958	755
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	415	3 688	3 813	3 813	-125
Impôt sur les sociétés (C)	1 289	65 934	63 473	63 473	2 460
Impôt sur les sociétés	1 274	64 290	62 378	62 378	1 912
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	15	1 184	1 077	1 077	107
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	460	19	19	441
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	4 276	27 865	28 888	28 888	-1 023
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	91	1 263	1 178	1 178	85
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	491	4 312	4 767	4 767	-455
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	171	171	-170
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	215	2 342	2 048	2 048	294
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	157	229	229	-73
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	19	17	17	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	29	34	34	-5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	12	110	90	90	21
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	227	213	213	14
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	3 083	13 455	12 721	12 721	734
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	332	764	665	665	99
Taxe d'habitation sur les résidences principales	6	84	455	455	-371
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	28	4 218	5 700	5 700	-1 482
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	1	1	1	0
Recettes diverses	10	879	593	593	286
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 722	15 397	15 084	15 230	312
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 314	148 154	146 316	145 963	1 838
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 623	32 805	31 336	31 336	1 469
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	36	361	414	414	-53
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	20	190	182	182	8
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	-1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	58	80	80	-21
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	419	3 659	3 494	3 494	165
Mutations à titre gratuit par décès	1 569	12 979	13 527	13 527	-548



	Mois	Cumul à fin octobre			Ecart cumulé
		2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.	Octobre			
Contribution de sécurité immobilière	64	569	656	656	-87
Autres conventions et actes civils	33	390	362	362	28
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	51	486	503	503	-17
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	28	385	346	346	39
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	25	200	212	212	-13
Timbre unique	53	289	378	378	-89
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	56	686	609	609	76
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	8	1 121	623	623	498
Autres taxes intérieures	-1 156	3 546	2 404	2 404	1 142
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4	0
Amendes et confiscations	3	34	35	35	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	623	709	1 083	1 083	-373
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	41	51	51	-11
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	168	168	168	0
Autres droits et recettes à différents titres	59	109	58	58	51
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	39	40	40	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	15	18	18	-3
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	22	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	223	2 325	2 098	2 098	227
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	93	820	775	775	46
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	341	338	338	2
Prélèvement sur les paris sportifs	78	800	683	683	116
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	11	98	97	97	0
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	230	1 117	827	827	289
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	47	686	686	686	1
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	37 795	380 556	374 869	374 662	5 687
TOTAL GENERAL (net)	27 943	255 671	254 573	254 366	1 098

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois	Cumul à fin octobre			Ecart cumulé
	Octobre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	1	3 761	2 864	2 864	897
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	662	712	712	-51
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1	2 248	2 139	2 139	109
Autres dividendes et recettes assimilées	0	851	13	13	838
Produits du domaine de l'Etat (B)	122	1 539	1 045	1 045	494
Revenus du domaine public non militaire	102	917	382	382	535
Autres revenus du domaine public	3	5	5	5	0
Revenus du domaine privé	16	289	339	339	-50
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	325	318	318	8
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	2	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	315	1 843	2 405	2 405	-562
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	63	430	448	448	-18
Autres frais d'assiette et de recouvrement	101	800	872	872	-72
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	7	9	9	-2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	4	4	-1
Autres recettes diverses	149	602	1 072	1 072	-470
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	9	631	470	470	161
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	317	262	262	55
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	9	10	10	-1
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	38	30	30	7
Intérêts des autres prêts et avances	1	138	64	64	74
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	90	62	62	28
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	26	35	35	-9



	Mois	Cumul à fin octobre			Ecart cumulé 2024 / 2023 retraité
		2024	2023 retraité	2023 exécuté	
	Octobre				
		unité : million d'€.			
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	80	1 494	1 279	1 279	214
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	467	145	145	323
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	82	220	220	-138
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	8	10	10	-1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	75	877	847	847	31
Frais de poursuite	0	4	5	5	-1
Frais de justice et d'instance	1	6	6	6	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	1	4	2	2	2
Divers (F)	107	9 534	2 271	2 271	7 264
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	250	423	423	-173
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	27	240	196	196	45
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	11	11	11	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	6	5	5	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5	0
Récupération d'indus	12	91	135	135	-44
Recouvrements après admission en non-valeur	11	98	91	91	7
Divers versements de l'Union européenne	0	7 483	0	0	7 483
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	13	81	31	31	50
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	42	30	30	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	3	3	2	2	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	1	1	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	325	354	354	-29
Produits divers	1	3	20	20	-17
Autres produits divers	14	549	428	428	121
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	634	18 803	10 334	10 334	8 468



	Mois		Cumul à fin octobre		Ecart cumul
	Octobre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 450	-38 479	-37 821	-37 830	-658
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 038	-23 162	-22 966	-22 973	-196
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-3	-3	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-4	-8	-8	4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-723	-6 375	-5 933	-5 933	-442
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-41	-707	-669	-669	-37
Dotations élu local	-2	-123	-108	-108	-15
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-27	-52	-56	-56	4
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-2	-4	2
Dotations départementale d'équipement des collèges	-2	-325	-326	-326	1
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-225	-2 321	-2 398	-2 398	76
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-18	-350	-343	-343	-7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-7	-3	-3	-4
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	-80	-89	-89	9
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	0	0	-7
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-16	-242	-258	-258	17
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	-48	-48	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-95	-95	-95	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-75	-75	-75	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	1	27	27	-26
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-329	-3 739	-3 491	-3 491	-248
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin octobre		Ecart cumul	
	Octobre	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	1	-307	-307	309
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽³⁾	0	0	-5	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	-27	0	0	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	-24	0	0	-24
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	-50	0	0	-50
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 816	-18 044	-20 516	-20 516	2 472
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 267	-56 523	-58 337	-58 346	1 814
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	452	5 410	4 980	4 980	430
Fonds de concours - coopération internationale	72	996	622	622	375
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	525	6 406	5 601	5 601	805

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



Situation Mensuelle
de l'Etat
Octobre 2024

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	6 746	6 031	66 088	69 556	69 556	63 653	67 666	67 666	-2 435	-1 891	-1 891	-544	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	62	187	904	813	813	1 720	1 643	1 643	817	829	829	-13	
Développement agricole et rural	14	2	103	106	106	144	147	147	41	40	40	1	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	5	32	230	245	245	315	314	314	84	70	70	14	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	22	16	221	361	361	251	395	395	30	34	34	-4	
Participations financières de l'Etat	660	206	8 860	15 206	15 206	7 682	12 959	12 959	-1 178	-2 248	-2 248	1 070	
Pensions	5 983	5 586	55 770	52 825	52 825	53 541	52 208	52 208	-2 229	-617	-617	-1 612	
Comptes de concours financiers	15 560	44 364	117 669	112 066	112 066	109 482	100 257	100 257	-8 186	-11 809	-11 809	3 623	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	660	0	3 647	3 180	3 180	5	64	64	-3 642	-3 116	-3 116	-526	
Avances aux collectivités territoriales	10 800	44 239	107 581	102 190	102 190	106 957	98 127	98 127	-624	-4 063	-4 063	3 438	
Prêts à des Etats étrangers	11	26	488	515	515	476	352	352	-12	-164	-164	152	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	43	10	326	434	434	148	276	276	-178	-158	-158	-20	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4 046	89	5 626	5 747	5 747	1 896	1 439	1 439	-3 730	-4 308	-4 308	578	
Comptes de commerce	8 026	8 000	53 404	60 647	60 647	53 608	61 108	61 108	204	461	461	-257	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	94	5	762	860	860	916	926	926	154	65	65	89	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	21	20	176	165	165	164	149	149	-12	-16	-16	3	
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 153	2 187	2 187	1 153	2 187	2 187	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	102	51	658	563	563	688	611	611	30	48	48	-18	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	7 787	7 802	49 453	55 361	55 361	49 472	55 367	55 367	19	7	7	13	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	8	7	7	4	4	4	-4	-3	-3	0	
Opérations commerciales des domaines	6	14	59	58	58	95	99	99	36	41	41	-5	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	1	28	27	27	25	25	25	-3	-1	-1	-2	
Soutien financier au commerce extérieur	11	106	1 106	1 420	1 420	1 090	1 740	1 740	-16	321	321	-337	
Comptes d'opérations monétaires	181	30	885	152	152	385	954	954	-500	802	802	-1 302	
Emission des monnaies métalliques	5	22	105	68	68	197	200	200	92	132	132	-40	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	168	0	762	56	56	176	745	745	-587	690	690	-1 276	
Pertes et bénéfices de change	8	8	17	28	28	12	9	9	-6	-19	-19	13	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	30 512	58 425	238 046	242 421	242 421	227 128	229 985	229 985	-10 917	-12 436	-12 436	1 519	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	30 344	58 425	237 283	242 366	242 366	226 953	229 240	229 240	-10 331	-13 126	-13 126	2 795	



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-99	357
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	381	6 296
	Total organismes à caractère financier		6 381	282	6 663
	CEPL	Régions	1 768	-390	1 378
		Départements	8 968	-2 921	6 047
		Communes	31 023	-2 341	28 683
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-1 298	18 095
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-116	2 125
		Autres	9 692	-20	9 671
	Total CEPL		73 086	-7 086	66 000
	Etablissements publics de santé		8 361	-1 866	6 495
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	-2 441	18 531
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	-858	18 906
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	2 526	7 844
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	-221	2 293
Total établissements publics nationaux		48 568	-994	47 574	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 564	-1 056	6 509	
Union européenne		3 650	1 483	5 134	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	66	6 130	
	GIP	2 103	-23	2 080	
	EPLÉ	2 773	326	3 099	
	Autres correspondants	3 321	-751	2 570	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	-131	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 392	-513	13 879	
Total Dépôts de fonds du Trésor		162 003	-9 749	152 253	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	879	3 299	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	546	657	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	-33	0	
	Total Comptes à terme	2 563	1 392	3 956	
Total Passif (A)		164 566	-8 357	156 209	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-8 357	156 209	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	197 695	2 627 679
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	169 981	2 430 748
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	169 981	2 430 748
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 989 405	140 461	2 129 866
- <i>taux variable</i>	271 362	29 520	300 882
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	27 714	196 931
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	27 714	196 931
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 878	28 489
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	194 817	2 656 168



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.